

61070-1619

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITED



E/CN.14/L.255
13 février 1965

FRANCAIS seulement

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Septième session
Nairobi, 9 - 23 février 1965
Point 5 de l'ordre du jour

DOCUMENTS OFFICE
FILE COPY
NO TO BE TAKEN OUT

DECLARATION DE M. MESSA, REPRESENTANT DE LA GUINEE EQUATORIALE
A LA SEPTIEME SESSION DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

L'activité économique et sociale en Guinée en 1964

Monsieur le Président,
Excellences,
Messieurs les Délégués,

C'est la première fois que j'ai l'honneur de représenter la Guinée Equatoriale à une session de la CEA où elle participa depuis deux ans comme membre associé.

J'ai une grande satisfaction de pouvoir faire un exposé sur le développement des activités économiques et sociales de mon pays en 1964.

Comme chef du Département de la Coordination et des Rapports Publics au Secrétariat Général Technique du Gouvernement Autonome de la Guinée Equatoriale, j'ai eu l'occasion de suivre de près la première année d'exécution du Plan de Développement économique et social de mon pays. Ce plan qui a pour objectif l'accroissement du niveau de vie de la population de la Guinée Equatoriale, répond à la philosophie suivante : Le plus grand poids de l'expansion économique doit retomber sur le secteur public, pour qui le Plan est impératif. Les investissements et les modifications structurelles projetés dans ce secteur seront obligatoirement effectués, quoique la possibilité de faire des réajustements annuels au fur et à mesure que le Plan s'exécute reste toujours ouverte.

De cette manière, on donne des lignes directrices et des orientations et on crée un climat propice pour le secteur privé afin de stimuler sa capacité d'investissement vers les objectifs que notre plan doit couvrir entre 1964 et 1967, période fixée pour sa durée.

Le désir d'atteindre le but marqué par ce programme a conseillé la nomination d'un Directeur au Plan en Guinée équatoriale. Ses fonctions consistent à coordonner l'exécution du Plan, surveiller son application efficace, diriger le programme d'investissements publics et connaître en tout moment l'état où ceux-ci se trouvent. Ce Directeur au Plan a été nommé au mois de décembre 1964 et il a déjà pris ses fonctions. Le Gouvernement Autonome aura donc la possibilité d'établir un contact permanent avec cet organe essentiel pour la marche du Plan et d'y apporter sa collaboration.

Les investissements dans le secteur public en Guinée équatoriale en 1964 se chiffrent à 542 millions de pesetas (équivalents à quelques 9 millions de dollars). Ce chiffre se décompose en 160 millions à la charge du budget de la Guinée équatoriale et 382 millions à la charge du budget de l'Etat Espagnol.

Par ordre d'importance les secteurs visés par ces investissements dans la partie du Plan à la charge du Gouvernement autonome sont : routes, ports et signalisations maritimes, 36 pour 100; santé publique 25 pour 100; enseignement et formation professionnelle 20 pour 100; logement et urbanisme 12,5 pour 100; minerie et prospections 4,3 pour 100; agriculture et forêts 2,2 pour 100.

L'effort est donc concentré sur les communications terrestres et maritimes, la santé publique et l'enseignement. Parmi les nouvelles réalisations on compte, deux écoles d'instituteurs, un lycée, quatre résidences pour des étudiants de grade moyen et l'augmentation de 133 lits dans les hôpitaux de Fernando Poo et Rio Muni.

Dans la partie du Plan à la charge du Gouvernement Espagnol l'accent est mis sur le logement pour lequel on prévoit le 84 pour 100 des investissements totaux du secteur public, le reste étant destiné à divers travaux

publics, notamment à l'amélioration de l'aéroport de Santa Isabel.

Je voudrais me référer maintenant aux projets d'ordre économique et social pour la Guinée équatoriale en 1965. Des investissements prévus dans le secteur public se montent à 593 millions de ptas (quelque dix millions de dollars), dont 169 millions seront financés par le budget de mon pays, l'apport espagnol étant de 424 millions.

La distribution par secteurs de ces investissements publics est la suivante :

Logement et urbanisme, 64,5 pour 100; travaux publics, 17,5 pour 100; divers, 18 pour 100.

L'accent est donc de nouveau sur le logement, ce qui montre la préoccupation sociale du Plan. Dans ce programme, l'amélioration de l'aéroport de Santa Isabel et l'approvisionnement d'énergie électrique à cette capitale ont un caractère prioritaire.

On prévoit que ces investissements apporteront une croissance du revenu annuel accumulé de 7,50 pour 100 pendant le

A ce stade je crois opportun de rappeler devant mes frères africains que le régime d'autonomie de la Guinée équatoriale vient de finir son premier an d'expérience. Ce régime marque un pas d'importance dans l'évolution de la vie politique de mon pays et je suis certain que ce processus déjà en marche comblera dans l'avenir toutes nos aspirations.

Je ne veux pas finir mon intervention sans exprimer les remerciements de ma Délégation au Gouvernement de la République du Kenya pour son très aimable accueil et pour toutes les facilités qu'il a mis à notre disposition dans cette Ville de Nairobi, si moderne et pleine de charme.

Je vous prie, Monsieur le Président, de présenter les hommages de ma Délégation à Son Excellence M. Jomo Kenyatta, Président de cette République. Je me joins à tous ceux qui vous ont félicité pour votre nomination à la Présidence de cette Assemblée.

Aussi je voudrais souligner l'admiration de ma Délégation pour le formidable travail accompli par le secrétariat de la Commission pendant l'année 1964.

Je suis sûr qu'il nous apportera de nombreux fruits pour le bien-être de l'Afrique. Je tiens à vous féliciter Monsieur le Secrétaire exécutif pour la vigueur que vous donnez à la CEA.

Merci, Monsieur le Président.